

La commission de l'énergie des Etats soutient la possibilité de construire de nouvelles centrales nucléaires. Face à ce premier feu vert, la résistance s'organise

Soutien renforcé au nucléaire

SOPHIE DUPONT

Energie ► Une nouvelle étape a été franchie en faveur du développement du nucléaire. Ce mardi, le contre-projet indirect du Conseil fédéral à l'initiative de l'UDC «Stop au blackout» a été examiné pour la première fois en commission. Il a passé la rampe haut la main, à 10 voix contre 2 et une abstention. Pour rappel, le texte vise à modifier la loi sur l'énergie nucléaire en abrogeant l'interdiction de construire de nouvelles centrales. La majorité de la commission de l'énergie des Etats y voit un moyen de garantir un approvisionnement à long terme. «Compte tenu notamment de l'augmentation considérable de la consommation d'électricité, la planification de la sécurité de l'approvisionnement doit impérativement être ouverte aux différentes technologies si l'on veut développer suffisamment de capacités de production indigènes au cours des prochaines décennies et réduire la dépendance aux importations», écrit-elle.

En face, la résistance s'organise. Les milieux antinucléaires et les organisations environnementales – avec les Vert-es, le PS, et les Vert'libéraux – ont répondu à cette décision par une lettre ouverte adressée au Conseil des Etats, que la population est invitée à signer. Le plénum devrait se prononcer lors de la prochaine session en mars.

Réfléchir à toutes les options

PLR et UDC soutiennent depuis le début le contre-projet du Conseil fédéral, qui ne diffère pas fondamentalement de l'initiative de l'UDC. Celle-ci prévoit d'inscrire le retour du nucléaire dans la Constitution plutôt que dans une loi. La surprise est venue du Centre, parti le mieux représenté dans la commission. En consultation, il avait rejeté le projet du Conseil fédéral, pointant son manque de légitimité démocratique, le peuple s'étant



La centrale nucléaire de Mühleberg, le 20 décembre 2019, jour de sa fermeture définitive. KEYSTONE

exprimé à une large majorité contre le nucléaire en 2017. Il avait redouté un impact négatif sur les énergies renouvelables indigènes et s'était inquiété des sources d'approvisionnement de l'uranium ainsi que des déchets radioactifs. Mais en commission, les élus du Centre ont tous soutenu le projet du Conseil fédéral.

Le sénateur valaisan Beat Rieder exprime son dépit face au retard pris dans le développement des énergies renouvelables: «Les projets hydrauliques comme les parcs solaires alpins sont bloqués, à cause d'une op-

position totale. Nous avons des lois, des subventions, mais ils ne sont pas réalisés.» Beat Rieder affirme rester fidèle aux énergies renouvelables tout en s'autorisant à réfléchir à toutes les options, y compris le nucléaire. «Un oui au projet du Conseil fédéral ne veut pas dire que nous décidons de construire une nouvelle centrale, mais simplement que nous acceptons d'ouvrir la discussion sur toutes les possibilités d'approvisionnement en énergie», souligne-t-il, en rappelant que le peuple aura le dernier mot.

A gauche, la sénatrice socialiste Mathilde Crevoisier Crelrier estime au contraire que ce vote est un mauvais signal politique, qui crée de l'incertitude pour le secteur des énergies renouvelables. «C'est un retour en arrière, alors qu'on est loin d'avoir atteint le potentiel du renouvelable, notamment du solaire», défend-elle. La Jurasienne accuse le Conseil fédéral de mener un «double jeu». Celui-ci insiste sur le fait que son contre-projet consiste uniquement à ouvrir la réflexion, alors qu'Albert Rösti, porteur du pro-

jet, est un fervent défenseur de l'atome. Le discours de la droite sur la sécurité des nouvelles technologies nucléaires l'interpelle également, alors que celles-ci ne sont pas prêtes. «Le PLR, qui n'a jamais accepté l'interdiction de l'atome, a saboté les efforts en faveur du renouvelable», fustige-t-elle encore. Pour Mathilde Crevoisier, la solution passe notamment par le fonds climat, sur lequel la population se prononcera le 8 mars et qui propose de financer la transition énergétique sans passer par le nucléaire.

La publication d'une lettre ouverte après une décision de commission est plutôt inhabituelle. Pour les organisations qui l'ont initiée, la démarche est à la hauteur de l'enjeu. Membre de la coalition «Non aux nouvelles centrales nucléaires», la fondation Energie ne comprend pas la décision de la commission. «C'est un revirement dangereux, qui met en danger la transition énergétique. Chaque franc investi dans le nucléaire manquera dans le développement des énergies propres et



«C'est un retour au arrière, alors qu'on est loin d'avoir atteint le potentiel du renouvelable»

Mathilde Crevoisier Crelrier

bon marché», s'inquiète son responsable de communication, Thierry Monnin. Il relève que le nucléaire coûte cher et ne peut être réalisé sans subventionnements massifs. Pour Greenpeace, les élu-es ont manqué l'occasion de «remettre à l'ordre le Conseil fédéral». «Chaque nouveau réacteur construit augmente le risque de catastrophe et aggrave le problème du stockage à long terme des déchets hautement radioactifs», défend Juliette Wyss, responsable politique de l'organisation. I